

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM**Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen,
Michel Blampain, Philippe Adriaenssens, *Échevins* ;
Jeannine Crucifix, Marc Vandame, Didier Molders, François Lebovy, Cécile Henrard, Valérie
Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Mathieu Poma, Valérie Locatelli, Valérie
Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Gabriela Banu, Jean-François Noël,
Alan Lenglet, Victor Kanyanzira, Edouard Brainis, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Elise Willame, Vincianne Lerate, Zora Molenberg Clerbaux, Myriam Fobe, Noémie Dekoninck,
Conseillers communaux.

Séance du 18.12.25

#Objet : Règlement-taxe sur les établissements de vente de cigarettes électroniques, flacons de recharge et additifs - Adoption #

Séance publique

Taxes communales

LE CONSEIL,

Vu l'autonomie communale garantie aux articles 41, 162 et 170 §4 de la Constitution ;

Vu la Nouvelle loi communale, l'article 117 ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales ;

Vu la situation financière de la Commune et le besoin de maintenir et adapter les taxes communales aux dépenses nécessaires au fonctionnement du service public ;

Vu le rapport transmis au Conseil communal préalablement au vote et qui expose en détails les objectifs financiers et accessoires justifiant l'adoption du nouveau règlement-taxe ;

Arrête le règlement suivant :

Article 1

Il est établi, à partir du 1er janvier 2026 et ce jusqu'au 31 décembre 2031, une taxe d'ouverture et une taxe annuelle sur les établissements de vente de cigarettes électroniques, flacons de recharge et additifs.

Article 2

Pour l'application du présent règlement, il faut entendre par « établissements de vente de cigarettes électroniques », les établissements qui commercialisent à titre principal ou accessoire les produits suivants (conditions non cumulatives) :

a) cigarette électronique : un produit, ou tout composant de ce produit, y compris une cartouche, un réservoir et le dispositif dépourvu de cartouche ou de réservoir, qui peut être utilisé, au moyen d'un embout buccal, pour la consommation de vapeur contenant de la nicotine ou de produits dérivés de cannabis (CBD)

b) flacon de recharge : un récipient renfermant un liquide, qui peut être utilisé pour recharger une cigarette électronique;

c) additif : une substance qui est ajoutée à une cigarette électronique ou à un flacon de recharge, à son conditionnement unitaire ou à tout emballage extérieur;

Article 3

§1^{er} taxe d'ouverture

Le taux d'imposition de la taxe d'ouverture est fixé à cinq mille Euros (5.000 €) et redevable à chaque ouverture d'un nouveau point de vente. La taxe d'ouverture est une taxe unique.

§2 taxe annuelle

Le taux d'imposition de la taxe annuelle est fixé à vingt-cinq Euros (25 €) le m² de surface commerciale nette avec un montant minimum de trois mille Euros (3.000 €) par établissement. Par surface commerciale nette il faut entendre la surface destinée à la vente et accessible au public y compris les surfaces non couvertes ; cette surface inclut notamment les zones de caisses, les zones situées à l'arrière des caisses.

§ 3 La taxe d'ouverture et la taxe annuelle sont dues pour la totalité de l'année civile, nonobstant la cessation de l'activité économique.

La taxe annuelle débute l'année suivant l'enrôlement de la taxe d'ouverture ou à défaut à partir de l'application du présent règlement de taxe.

Il n'est accordé aucune remise ou restitution de l'impôt pour quelque cause que ce soit.

§ 4 A partir de l'exercice d'imposition 2027, les taux seront adaptés lors de chaque exercice d'imposition en fonction de l'indice des prix à la consommation publié sur le site de Stabel. Ils seront adaptés le 1er janvier de chaque année à l'indice du mois de janvier de l'année précédente selon la formule $R \times (i/I)$ où :

- R = taux établis ci-dessus
- i = indice du mois de janvier de l'année en cours
- I = indice du mois de janvier de l'année précédente (base 2013= 100)

Les taux adaptés seront arrondis vers le haut à deux décimales.

§ 5 La taxe est perçue par voie de rôle.

Article 4

Les commerces dont l'activité principale porte sur la vente de produits de type journaux, périodiques, produits de loterie et de papèterie sont exonérés.

Article 5

L'impôt est redevable de façon solidaire et indivisible par :

- L'exploitant de l'établissement ;
- L'entreprise avec laquelle il a conclu un contrat de franchise ou tout contrat similaire conditionnant l'utilisation de l'enseigne à la mise à la consommation de produits type délivrés dans les autres enseignes semblables ;
- le propriétaire de l'immeuble où est situé l'établissement

Article 6

L'administration communale envoie au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, dans un délai d'un mois prenant cours à la date d'envoi. Les contribuables qui n'ont pas reçu le formulaire sont tenus d'en réclamer un. Tout contribuable est, en tout état de cause, tenu de déclarer spontanément à l'Administration les éléments nécessaires à la taxation au plus tard le 15 janvier qui suit l'exercice concerné.. La déclaration reste valable jusqu'à révocation.

Article 7

L'absence de déclaration dans les délais prévus à l'article 5 du présent règlement ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe sur base des données dont la commune dispose.

Avant de procéder à la taxation d'office, l'administration communale notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, le mode de détermination de ces éléments ainsi que le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de trente jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit. Le redevable est tenu de produire la preuve de l'exactitude des éléments qu'il invoque.

L'administration communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe en fonction des éléments sur lesquels la taxation est basée et qui ont été notifiés préalablement au redevable si, au terme de ce délai, le redevable n'a émis aucune observation qui justifie l'annulation de cette procédure.

Les taxes enrôlées d'office sont majorées comme suit :

Premier enrôlement d'office : 20 % du droit dû ou estimé comme tel ;

Deuxième enrôlement d'office : 50 % du droit dû ou estimé comme tel ;

À partir du troisième enrôlement d'office : 100 % du droit dû ou estimé comme tel.

* La présente délibération sera transmise au Ministre en charge des pouvoirs locaux et au Ministre en charge du développement économique.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
28 votants : 28 votes positifs.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 19 décembre 2025

Le Secrétaire communal,
Par délégation,

La Bourgmestre,

Fred Prévost

Sophie de Vos

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen,
Michel Blampain, Philippe Adriaenssens, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Marc Vandame, Didier Molders, François Lebovy, Cécile Henrard, Valérie
Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Mathieu Poma, Valérie Locatelli, Valérie
Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Gabriela Banu, Jean-François Noël,
Alan Lenglet, Victor Kanyanzira, Edouard Brainis, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Elise Willame, Vincianne Lerate, Zora Molenberg Clerbaux, Myriam Fobe, Noémie Dekoninck,
Gemeenteraadsleden.

Zitting van 18.12.25

**#Onderwerp : Belastingreglement voor verkooppunten van elektronische sigaretten, navulflessen en
additieven - Goedkeuring #**

Openbare zitting

Gemeentebelastingen

DE RAAD,

Gelet op de gemeentelijke autonomie gewaarborgd in de artikelen 41, 162 en 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, artikel 117;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en het geschil inzake
gemeentebelastingen;

Gelet op de financiële toestand van de Gemeente en de noodzaak om de gemeentebelastingen te behouden
en aan te passen aan de uitgaven die noodzakelijk zijn voor de werking van de openbare dienst;

Gezien het verslag dat voorafgaand aan de stemming aan de gemeenteraad is voorgelegd en waarin de
financiële en bijkomende doelstellingen die de goedkeuring van de nieuwe belastingverordening
rechtvaardigen, gedetailleerd worden uiteengezet;

BESLUIT de volgende belastingverordening vast te stellen:

Artikel 1

Met ingang van 1 januari 2026 en tot en met 31 december 20231 wordt een openingsbelasting en een
jaarlijkse belasting gevestigd op verkooppunten van elektronische sigaretten, navulflessen en additieven.

Artikel 2

Voor de toepassing van dit reglement wordt onder « verkooppunten van elektronische sigaretten,
navulflessen en additieven » verstaan:

instellingen die hoofdzakelijk of bijkomstig de volgende producten op de markt aanbieden (niet-cumulatieve
voorwaarden):

a) elektronische sigaret : een product dat gebruikt kan worden voor de consumptie van nicotine of
cannabisderivaten (CBD) houdende damp via een mondstuk, of een onderdeel van dat product, waaronder
een patroon, een reservoir en het apparaatje zonder patroon of reservoir.

b) navulverpakking : een recipiënt dat een vloeistof bevat die gebruikt kan worden voor het navullen van een
elektronische sigaret;

c) additief : een stof die aan een elektronische sigaret of een navulverpakking, een verpakkingseenheid
ervan of een buitenverpakking wordt toegevoegd.

Artikel 3

§1 openingsbelasting

Het belastingtarief van de openingsbelasting wordt vastgesteld op vijfduizend euro (€ 5.000) euro en is verschuldigd bij elke opening van een nieuwe verkooppunt. De openingsbelasting is een eenmalige belasting.

§2 jaarlijkse belasting

Het jaarlijkse belastingtarief is vastgesteld op vijftientig euro (€ 25) per m² netto verkoopoppervlakte, met een minimum van drieduizend euro (€ 3.000) per vestiging. Onder nettoverkoopoppervlakte wordt verstaan: de voor de verkoop bestemde en voor het publiek toegankelijke oppervlakte, met inbegrip van de niet-overdekte oppervlakten; deze oppervlakte omvat met name de kassazones en de zones achter de kassa's.

§3 De openingsbelasting en de jaarlijkse belasting zijn verschuldigd voor het volledige kalenderjaar, ongeacht de stopzetting van de economische activiteit.

De jaarlijkse belasting begint te lopen het jaar volgend op de vestiging van de openingsbelasting, of bij ontstentenis vanaf de toepassing van dit belastingreglement.

Er wordt geen enkele vermindering of terugbetaling van de belasting toegestaan, om welke reden ook.

§4 Vanaf het belastingjaar 2027, worden de belastingtarieven elk belastingjaar aangepast aan de hand van de consumptieprijsindex die op de website van Stabel wordt gepubliceerd. Ze worden elk jaar op 1 januari aangepast aan de index van januari van het voorgaande jaar volgens de formule $R \times (i/I)$, waarbij:

R = hierboven vastgestelde belastingtarieven

i = index van de maand januari van het lopende jaar

I = index van de maand januari van het afgelopen jaar (basis 2013 = 100)

De aangepaste belastingtarieven worden naar boven afgerond op twee decimalen.

§5 De belasting is verschuldigd door inkohiering.

Artikel 4

Winkels waarvan de hoofdactiviteit bestaat uit de verkoop van kranten, tijdschriften, loterijproducten en papierwaren zijn vrijgesteld.

Artikel 5

De belasting is solidair en ondeelbaar verschuldigd door:

- * De uitbater van de fastfoodzaak;
- * De onderneming waarmee hij een franchisecontract of enig gelijkaardig contract heeft gesloten dat het gebruik van het uithangbord koppelt aan het aanbieden van standaardproducten die ook in de andere gelijkaardige vestigingen worden geleverd;
- * De eigenaar van het gebouw waarin de inrichting gevestigd is.

Artikel 6

Het Gemeentebestuur richt een aangifteformulier aan de belastingplichtige, dat hij, naar behoren ingevuld, gedateerd en ondertekend, moet terugsturen binnen een maand na de verzenddatum.

Belastingplichtige die geen aangifteformulier heeft ontvangen, moet er een aanvragen vóór 15 januari van het jaar dat volgt op het aanslagjaar.

De aangifte blijft geldig totdat deze wordt ingetrokken. Bij wijzigingen moet de belastingplichtige binnen tien dagen na de wijziging spontaan een nieuwe aangifte indienen.

Artikel 7

Bij gebrek aan aangifte binnen de bepaalde termijn of onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte door de belastingplichtige, wordt de belasting ambtshalve ingekohierd op basis van de gegevens waarover de gemeente beschikt.

Alvorens tot ambtshalve belastingheffing over te gaan, stelt het gemeentebestuur de belastingplichtige bij aangetekende brief in kennis van de redenen voor deze procedure, de elementen waarop de belasting wordt gebaseerd, de wijze waarop deze elementen worden bepaald en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van de kennisgeving om zijn opmerkingen schriftelijk in te dienen. De belastingplichtige moet de juistheid van de door hem aangevoerde elementen bewijzen.

Het gemeentebestuur zal overgaan tot ambtshalve heffing op basis van de elementen waarop de inkohiering gevestigd is en die vooraf aan de belastingplichtige werden gemeld, indien de belastingplichtige na afloop van deze termijn geen opmerkingen heeft gemaakt die de annulering van deze procedure rechtvaardigen

De ambtshalve ingekohierde belastingen worden verhoogd als volgt:

- eerste ambtshalve inkohiering: 20% van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht;
- tweede ambtshalve inkohiering: 50 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht;

- vanaf de derde ambtshalve inkohiering: 100% van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht.

* Dit besluit wordt doorgestuurd naar de minister die bevoegd is voor lokale overheden en naar de minister die bevoegd is voor economische ontwikkeling.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 19 december 2025

De Gemeentesecretaris,
Bij opdracht,

De Burgemeester,

Fred Prévost

Sophie de Vos